

## **Graves manquements institutionnels face à des actes de violences physiques et sexuelles au collège Lamartine de Toulouse**

### Contacts presse :

Cgt Educ'action 31 : 06 33 85 48 96

Sud Education 31 : 06 51 63 49 11

Nous avons été informé-es que des situations répétées de violences physiques, d'agressions sexuelles et de viols avaient eu lieu aux abords du collège Lamartine de Toulouse, commis par des élèves de ce collège sur d'autres élèves. Depuis mars 2019, tout ou partie de la direction du collège et de la hiérarchie académique a eu connaissance de ces actes, sans jamais avoir pris aucune mesure de protection des victimes. Ni la communauté éducative (enseignant-es, Aed), ni la famille, ni les parents d'élèves n'ont été alerté-es, traduisant une volonté manifeste de dissimuler les faits. Nous sommes scandalisé-es par le mépris de la loi dont fait preuve l'institution alors que des vidéos circulaient largement sur les réseaux sociaux. Vidéos dont avait connaissance la direction de l'établissement. Ces faits graves remontent et perdurent depuis au moins le printemps dernier. Le fait de laisser dégénérer cette situation a entraîné des récives, y compris sur d'autres victimes.

Depuis cette rentrée plusieurs plaintes ont été déposées malgré des pressions exercées pour que cela ne soit pas fait. Nous sommes profondément choqué-es devant l'inertie de l'institution qui bafoue la convention de Lanzarote ainsi que celle des droits de l'enfant. Qu'a-t-il été fait pour identifier les auteurs de ces actes, qu'a-t-il été fait pour protéger les victimes ? Cette situation appelle des éclaircissements rapides de la part de l'autorité académique quant à la non-gestion de cette situation et suppose à minima des mesures immédiates et fortes.

La culture du viol semble s'être installée librement dans cet établissement et il devient urgent que notre institution réagisse, en mettant en place les moyens à la hauteur de la gravité des faits et en prenant toute mesure pour que de tels agissements ne puissent jamais se reproduire. Plus largement cette situation est tristement emblématique de cette culture du viol qui veut que les victimes, à défaut d'être secourues et assistées, soient rendues coupables. Il est pourtant du devoir de l'institution de l'éducation nationale de réagir comme il se doit à fortiori lorsqu'il s'agit d'adolescent-es en pleine construction.

Nos organisations exigent un soutien sans faille aux victimes et à leur famille de la part de l'institution. Cela implique :

- Que les victimes soient protégées et puissent poursuivre leur scolarité dans des conditions sereines.
- Que des mesures conservatoires immédiates soient prises contre les membres de l'institution ayant laissé dégénérer cette situation, qu'ils appartiennent ou non à l'établissement.

- Que le/les personnels ayant dénoncé cette situation ne subissent aucune forme de pression et bénéficient immédiatement de la protection fonctionnelle à laquelle ils ont droit.
- Qu'une enquête administrative soit ouverte pour que lumière soit faite sur les responsabilités.
- La mise en place d'une cellule psychologique, ce qui permettrait par ailleurs de recueillir de nouveaux témoignages et que d'autres potentielles victimes se fassent connaître.
- La mise en place de formations contre la culture du viol et sur le consentement, tant pour les adultes que pour les enfants, formations assurées par des associations compétentes sur le sujet, et ce dès la reprise des cours le lundi 4 novembre.

Cette situation révèle des manquements institutionnels très graves quant à la non prise en charge globale de ces questions. Le rectorat de Toulouse doit lancer un plan de formation en partenariat avec des associations spécialistes des violences de genre aussi bien à destination des enfants que des adultes.

Un plan d'urgence national doit être mis en place pour que ces crimes ne soient plus jamais impunis.

Nos organisations appellent les personnels, les associations féministes, les parents d'élèves et toutes celles et ceux qui se sentent concerné-es à se mobiliser massivement et à se rassembler **le lundi 4 novembre à partir de midi** devant le collège Lamartine de Toulouse (métro saint Cyprien, allées Charles de Fitte).

Organisations signataires : La Cgt Educ'action 31, Sud Education 31, CNT 31, Sud Santé Sociaux 31, Sud rural équipement, ASSO 31, Sud PTT 31, Sud Collectivité Territoriale, Solidaires 31, FCPE 31, Collectif Femmes-Mixité Cgt 31, le Planning familial 31, Les femmes de l'assemblée féministe Toutes en grève 31, UET, ATTAC, MMF Midi-Pyrénées, Association v.ideaux/teledébout/matilda.education, OLF 31, NPA 31, CAP d'Agir, Collages Féminicides 31, Paroles de femmes 81, FIDL Toulouse, CMPDF, Le Cri, ARC EN CIEL Toulouse-Occitanie, Le Mouvement HF Occitanie – Toulouse, Théâtre du grand rond.